



HAL
open science

Arles, loin de la scène politique nationale

Christophe Traïni

► **To cite this version:**

Christophe Traïni. Arles, loin de la scène politique nationale. Bernard Dolez et Annie Laurent. Le vote des villes. Les élections municipales des 11 et 18 mars 2001, Presses de Sciences Po, 2002, Collection : Chroniques électorales. hal-02545085

HAL Id: hal-02545085

<https://hal.science/hal-02545085>

Submitted on 16 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 6

Arles, loin de la scène politique nationale

Dans les environs de la Camargue, il n'est pas rare d'entendre dire que l'« Arlésien », au front haut et à la nuque raide, est un homme fier. Une légende locale d'ailleurs attribue à cette fierté le fait que la ville ait toujours – nous dit-on – voté à contre-courant des tendances nationales. En 1977, alors que la droite règne sur le pays, les Arlésiens élisent une municipalité communiste. En 1983, deux ans après l'arrivée de la gauche au gouvernement, ils préfèrent – en la personne de Jean-Pierre Camoin – un maire RPR. Ce dernier est réélu en 1989 au sortir d'une année marquée par le début du second mandat de François Mitterrand à la tête de l'État. À l'inverse, lorsqu'en 1995 Jacques Chirac accède à l'Élysée, les Arlésiens s'empressent de remettre la mairie aux mains de Michel Vauzelle, militant socialiste et ancien ministre de la Justice du gouvernement Bérégovoy.

À l'issue des élections municipales de mars 2001, certains commentateurs locaux ne manquent pas d'en appeler au pouvoir explicatif de cette séduisante légende. Alors même que le parti communiste enregistre sur l'ensemble du territoire national un très net recul, les Arlésiens ne peuvent omettre de se distinguer en élisant un maire issu du PCF¹. Malheureusement, comme on peut s'en douter, une telle explication réduit bien trop aisément

.....

1. Avec Sevrans, Arles est l'une des deux seules villes de plus de 30 000 habitants remportées par un maire appartenant au PCF.

la complexité d'une campagne électorale qui impliqua pas moins de sept listes. C'est cette grande complexité qui nous contraindra d'ailleurs à privilégier un point de vue singulier. Nous tenterons ainsi de montrer en quoi certains faits observés à Arles semblent témoigner d'une distance croissante à l'égard des appareils politiques nationaux.

Une équipe sortante bicéphale

Il a été garde des Sceaux et porte-parole de Mitterrand. Mais la véritable ambition de ce Provençal au maintien britannique, c'était la mairie d'Arles. Elle mettra près de vingt ans à lui céder¹. » Lorsqu'en 1995 Michel Vauzelle accède à la mairie, la presse locale et nationale n'hésite pas à présenter cette victoire comme l'aboutissement d'un cheminement politique digne d'une quête romanesque. Après tout, le nouveau maire n'a-t-il pas déclaré avoir souhaité devenir le premier magistrat de la ville dès l'âge de... 11 ans ? En outre, ce rêve d'enfant ne s'est-il pas réalisé à la suite de détours saisissants ? Après des études à la faculté de droit et à l'Institut d'études politiques de Paris, Michel Vauzelle entame sa carrière politique dès 1969 en tant que chargé de mission au cabinet du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas. En 1974, il se rallie à François Mitterrand et devient, quatre ans plus tard, le délégué national du PS à la Justice et aux Libertés. Après l'arrivée de la gauche au pouvoir, il accède au poste de porte-parole de l'Élysée de 1981 à 1986, de président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale en 1989, et enfin de garde des Sceaux en 1992.

Michel Vauzelle doit pourtant attendre 1995 pour devenir enfin le premier magistrat de la cité arlésienne. La vie politique régionale semble dès lors marquée par une véritable « dynamique Vauzelle ». Deux ans plus tard, en 1997, il est élu député de la circonscription d'Arles². Lors des élections régionales de mars 1998, l'ancien garde des Sceaux est chargé de

.....

1. Robert Schneider, « Arles : et Vauzelle réalisa son rêve », *Le Nouvel Observateur*, 1065, août 1995.
2. Michel Vauzelle fut élu député socialiste des Bouches-du Rhône en mars 1986 et juin 1988, mais battu en 1993 par Thérèse Aillaud. Il conquiert un canton en 1992 et deviendra vice-président du conseil général.

conduire la liste de la gauche plurielle dans les Bouches-du-Rhône. Ce statut de chef de file de la gauche lui vaut, à l'issue du scrutin, d'être élu président du conseil régional. Compte tenu de la loi sur le cumul des mandats, Michel Vauzelle décide alors de renoncer à son mandat de maire et se donne pour successeur Paolo Toeschi, l'un de ses anciens chargés de mission au ministère de la Justice qui, lors de son arrivée à la mairie, avait accédé au poste de second adjoint délégué aux finances et à l'économie.

Presque trois ans plus tard, la campagne pour les municipales de mars 2001 est fortement marquée par cette passation de pou-voir qui pousse l'équipe sortante à se présenter sous les traits d'une liste bicéphale conduite – comme l'affirme l'un des colistiers – « par Michel Vauzelle et Paolo Toeschi... heu, Paolo Toeschi et Michel Vauzelle c'est la même chose¹ ! » (E). L'ancien maire de la cité et président du conseil régional apparaît très présent dans une campagne électorale où il s'efforce de peser de tout son poids.

L'évocation des conjonctions politiques

L'engagement de Michel Vauzelle – pourtant seulement en dernière position sur la liste conduite par son ancien adjoint – conditionne donc largement la campagne de l'équipe sortante. Cette dernière s'efforce avant tout d'attirer l'attention des électeurs sur les vertus d'une « conjonction exceptionnelle pour Arles qui ne s'est jamais produite, c'est la conjonction pouvoir national, pouvoir régional, pouvoir départemental et de la ville » (E). Pour illustrer la réalité de cette conjonction, la Liste pour Arles reçoit la visite et le soutien de Jean-Noël Guérini, président socialiste du conseil général, mais aussi de François Hollande, en compagnie de plusieurs maires et élus du département. Lors du dernier meeting de la liste – qui bénéficie de l'investiture de tous les partis de la gauche plurielle, à l'exception des Verts –, les militants s'enorgueillissent de pouvoir lire publiquement une lettre de soutien de Lionel Jospin à Paolo

.....

1. Les données citées renvoient à trois types de source : des entretiens réalisés auprès des protagonistes de la campagne (E), la propagande électorale des listes

Toeschi. Les multiples mandats de Michel Vauzelle – et notamment celui qui le porta à renoncer à la fonction de maire – sont eux aussi présentés comme des éléments indispensables à cet alignement des pouvoirs si bénéfique pour la ville : « En 1998, les Arlésiens et les Provençaux m'ont élu à la présidence de notre Région. Désormais Arles allait pouvoir être soutenue dans son essor par les puissants moyens de notre Région. » (PQR). Les partisans de l'équipe sortante n'hésitent plus alors à affirmer que leur programme ne peut être que le meilleur dans la mesure où il est le seul à avoir véritablement... les moyens de sa politique. A la velléité attribuée à leurs adversaires, les colistiers de la Liste pour Arles opposent ainsi l'efficacité de leur travail : « Travail à l'Assemblée nationale et dans les ministères à Paris, travail au conseil régional et conseil général à Marseille pour décrocher les grands contrats indispensables à l'avenir d'Arles, engageant désormais avec nous et pour nous, l'État, la région et le département » (PE).

Les challengers et l'esprit des lieux

Comparativement aux discours tenus par l'équipe Toeschi-Vauzelle, les propos des challengers en lice tranchent par leur refus de se déterminer en fonction des exigences de la scène politique nationale. Cela est particulièrement vrai pour celui qui est souvent décrit comme le dissident de la gauche plurielle, le communiste Hervé Schiavetti, longtemps premier adjoint de Michel Vauzelle. Par deux fois – lors des élections cantonales partielles en 1997 et générales en 1998 – il emporta largement le duel qui l'opposait dans le canton d'Arles-ouest à Paolo Toeschi. Fort de cette légitimité délivrée par les urnes, il décide de se présenter aux municipales contre l'avis des forces de la gauche qui « souhaitaient, dit-il, une simple application du rapport de force... de l'accord national » (E). Cette décision l'expose à de très nombreuses pressions : dès le mois de décembre, Robert Hue, sollicité dit-on par Michel Vauzelle, se rend à Arles afin de rappeler la primauté des accords nationaux de la gauche plurielle. Jean-Marc Coppola, secrétaire départemental du PCF, après avoir tenté en vain de dissuader Hervé Schiavetti, intervient à plusieurs reprises afin de manifester le soutien du parti communiste à la liste Toeschi. Toutefois, rien ne

peut infléchir le dissident lancé dans une campagne largement construite sur un réseau de connaissances patiemment tissé au fil des années... en « serrant des mains et en jouant aux boules toute la journée », comme le déplorent souvent ses principaux adversaires.

Un autre vent de révolte contre les instances nationales de la politique souffle également sur la campagne arlésienne. Lors des élections européennes de juin 1999, la liste Chasse Pêche Nature et Traditions se distinguait en obtenant 15 % des suffrages exprimés et seulement 225 voix de moins que la liste socialiste, arrivée en tête : « Une belle prouesse pour un nouveau venu qui arrive malgré les difficultés à se faire entendre au milieu de l'énorme tintamarre des grosses machines politiques qui n'ont nulle envie de lui faire place. » (PE.) Son leader, Jean-Marie Scifo, déclare alors ne pas vouloir s'immiscer dans les élections municipales, compte tenu, notamment, de ses très bonnes et anciennes relations avec Michel Vauzelle et Hervé Schiavetti. Toutefois, les décrets d'application de la loi sur la chasse ne tardent pas à produire leurs effets sur cette terre camarguaise traditionnellement attachée à la chasse. A la fin de l'été 2000, 80 % des membres du groupe cynégétique arlésien se prononcent pour la constitution d'une liste CPNT en vue des élections municipales. Cette dernière s'intitule Arles passionnément et se présente comme un mouvement de « femmes et d'hommes réalistes, de bon sens, de proximité, à l'inverse des politiques professionnels qui ne viennent sur le terrain que lors des élections ¹ » (PE). L'électorat chasseur est à ce point courtisé que les écologistes doivent très rapide-ment renoncer à l'idée de liste commune avec les membres de la gauche locale. Les pourparlers entamés avec la liste L'Union d'Arles, par exemple, sont vite interrompus par Hervé Schiavetti, qui prétend vouloir « éviter de droitiser le vote des chasseurs » (E). Dans de telles conditions, une liste Verte, menée par Sonia Aubel, est finalement condamnée à se lancer seule dans la course.

La distance que Jean Vernet, candidat de la droite, affiche à l'égard de la vie politique nationale mérite également d'être

.....

1. Sur les relations complexes que les militants de ce mouvement entretiennent à l'égard des institutions politiques traditionnelles, nous nous permettons de renvoyer à notre texte consacré à l'étude de la genèse du CPNT (Traïni, 2000).

relevée. La liste de l'Alliance arlésienne bénéficie, en effet, de l'investiture du RPR, du RPF, de l'UDF, de Démocratie libérale et du Mouvement pour la France. Pourtant, la campagne menée par les partisans de Jean Vernet y fait rarement mention et s'avère bien plus soucieuse de présenter la tête de liste comme un homme de caractère, nouveau et sans étiquette – sauf celle d'Arlésien » (PE). Les adversaires socialistes attribuent cette discrétion à l'impossibilité, pour bon nombre des colistiers de Jean Vernet (et anciens membres de la municipalité RPR battue en 1995), de se réclamer de l'héritage peu glorieux de la droite arlésienne. Jean Vernet, pour sa part, affirme plutôt vouloir prendre acte du fait que « les gens ont davantage envie de faire confiance à une personne de la ville qui puisse la gérer avec efficacité et sérénité plutôt qu'à des professionnels de la politique qui se servent des fauteuils de maire comme de tremplins pour d'autres mandats » (E). Les électeurs sont ainsi invités à prendre en considération les compétences de gestionnaire de cet ancien président du groupe Havas. Par ailleurs, ses tracts attirent également l'attention sur ses nombreuses origines familiales provençales et rappelle, photographie de l'époque à l'appui, que « sa grand-mère a porté le costume de gansée d'Arlésienne ¹ » (PE).

Un dernier acteur de la campagne prétend lui aussi incarner un esprit des lieux affranchi de toute « liaison avec la scène idéo-politique nationale » (Ion, 1999). Chico Bouchikhi – fondateur des Gipsy Kings – proclame se présenter aux municipales de 2001 afin de mettre sa notoriété acquise à travers la musique au service d'Arles : « Je suis né à Arles et dans le monde entier je suis considéré comme l'ambassadeur de ma ville ². » (PQR.) Sa campagne met ainsi en exergue, non seulement sa réputation internationale d'artiste, mais aussi ses titres d'envoyé spécial pour la paix de l'Unesco et de chevalier des Arts et des Lettres.

.....

1. Cette manière de procéder évoque ce très traditionnel appel à la parenté auquel, selon Marc Abélès, se sont très progressivement superposés d'autres modes de légitimation plus modernes » fondés sur l'appartenance aux appareils de partis (Abélès, 1990, p. 108).

2. L'initiative de Chico pourrait être rapprochée de celle des Zebda de Toulouse dans la mesure où elle s'appuie, elle aussi, sur une notoriété construite sur l'impact médiatique d'une musique mettant en scène une forte « identité territoriale ».

Les charmes ambigus du cumul des mandats

Selon certains travaux, « le sentiment de proximité que suggère la fonction de maire — l'élu le plus légitime dans le système politique français — accroît la tolérance de ses électeurs à l'égard de sa pratique potentielle du cumul » (Olivier, 1998, p. 761). Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas de noter que Michel Vauzelle — suite à l'abandon de son mandat de maire — ait été de plus en plus perçu sous les traits peu flatteurs d'un « élu cumulard ». Dès 1998, ce sentiment semble s'être notablement développé parmi bon nombre d'Arlésiens déçus de le voir abandonner la mairie au profit de la présidence du conseil régional. Lors des municipales de 2001, les prétendants à la mairie s'appliquent à rappeler aux électeurs les conditions qui permirent à Paolo Toeschi de succéder à celui qu'ils avaient pourtant désigné par les urnes. Hervé Schiavetti fait ainsi mine de regretter que les « Arlésiens sont orphelins de Michel Vauzelle. C'était un bon maire » (PQR). Jean Vernet, le candidat de la droite, proclame, tout au long de la campagne, sa volonté d'être l'homme d'un seul mandat, celui de maire d'Arles à plein temps ; une nécessité d'autant plus impérieuse — selon lui — que le fait que « Michel Vauzelle, au bout de deux ou trois ans de mandat, ait *démissionné* de son mandat de maire, alors que depuis vingt ans il déclarait que son rêve était de devenir maire d'Arles... pour prendre des fonctions plus rémunératrices et plus importantes... a beaucoup déçu les Arlésiens » (E). Chico Bouchikhi, pour sa part, justifie souvent son irruption *inopinée* sur la scène politique locale en affirmant s'insurger « contre ceux qui *font* carrière en politique » (PQR) au détriment des préoccupations de leurs électeurs : « Qu'ont-ils fait de leur mandat, nos politiques locaux ? La réponse est simple tant elle saute aux yeux : un tremplin pour servir leurs ambitions personnelles. A peine élus à Arles, ils s'empressent de conquérir un siège qui les conduira à Marseille ou à Paris. Alors oui, Arles est bel et bien une ville abandonnée par ses politiques. En clair, si vous vivez à Arles, vous n'avez pas de chance et vous ne méritez pas mieux. Certes, on veut bien vous considérer un peu, le temps d'une élection. C'est même indispensable pour assurer le pouvoir et la notoriété de ces messieurs. » (PE.)

Les membres de la liste Toeschi-Vauzelle s'efforcent, bien évidemment, de contrer ce type de propos mettant en exergue les connotations négatives associées à l'abandon du mandat municipal. Dès le début du mois de février, les propos de Michel Vauzelle à la presse locale amorcent une contre-offensive visant à en appeler à l'intérêt bien compris des Arlésiens : « Ma seule ambition est pour Arles, ma ville qui ne m'a jamais servi pour une carrière. Au contraire, il me semble que c'est Arles que j'ai servie, grâce aux fonctions que j'avais auparavant ailleurs. Je vous rappelle que ce n'est pas Arles qui m'a permis d'être porte-parole de la présidence en 1981, mais c'est ce poste qui m'a permis d'obtenir, en 1982, par exemple, l'installation de la première école nationale de la photo en France... » (PQR.) Les partisans du président du conseil régional n'ont alors cesse de décliner l'argument en rappelant tout ce que la ville devait à la présence d'un « Arlésien à la tête de la Région » (PQR) : le vote en trois ans par le conseil régional de 173 MF en faveur d'Arles, la signature du contrat de plan État-région, la reconnaissance d'Arles dans l'aire métropolitaine marseillaise, ou bien encore l'annonce — lors de la visite de Lionel Jospin en 1999 — d'une aide de l'État en faveur du Médiapôle et de la restauration des digues. David Grzyb, secrétaire de la section Ps d'Arles, par exemple, décrit l'éligibilité du canton d'Arles-est aux fonds européens comme « une manne exceptionnelle que nous avons obtenue grâce à Michel Vauzelle. Grâce à ses connaissances, sa place au niveau national, au fait qu'il ait été ministre, grâce à ce qu'il est toujours au niveau national » (E). Il importe de relever l'ambiguïté de tels propos qui exaltent cette capacité *to bring the bacon home* que certains analystes du cumul des mandats reprochent à la classe politique française (Mény, 1992, p. 56). Certains arguments, en effet, peuvent — à tort ou à raison — paraître quelque peu menaçants : « Comment plaiderais-je les dossiers d'Arles à Paris ou à Marseille — déclare, par exemple, le président de la région PACA — Si les Arlésiens ne veulent plus de moi ? On ne peut pas battre Michel Vauzelle et lui demander de conserver une légitimité et un poids quelconque, pour Arles. » (PQR.) La manière dont l'une des têtes de liste présente l'enjeu de l'élection apparaît également des plus significatives : « Nous proposons un projet, avec une équipe, et deux individus qui ont apporté beaucoup pour cette ville et qui sont Michel Vauzelle et Paolo Toeschi. Soit les gens disent : "Oui, c'est le projet, l'avenir que

nous voulons pour notre ville" et les choses continueront à être aidées et financées. Soit, les gens font un autre choix ! C'est ça la démocratie, il faut la respecter. Mais à ce moment-là, il ne faudra plus espérer que Michel Vauzelle intervienne de la même manière puisque... un moment, on marche sur la tête. On ne peut pas vouloir le beurre et l'argent du beurre. » (E.)

Face à de tels arguments, on ne peut s'étonner que les adversaires de l'équipe sortante s'ingénient à retourner la situation en dénonçant moins le conflit d'intérêt qu'un trop manifeste abus de pouvoir. Certains, comme Jean-Marie Scifo, se font ainsi l'écho des rumeurs de la ville et s'indignent que Michel Vauzelle « ait menacé de couper les robinets de la région. C'est un chantage inadmissible de la part d'un ancien ministre » (E). Lors du dernier conseil municipal avant le premier tour, Jean Vernet se fait un malin plaisir de remercier Michel Vauzelle pour les aides du conseil régional à la commune et se déclare fort inquiet de savoir si l'institution continuera ou non à distribuer ses largesses sur la ville quelle que soit l'issue des élections.

Les verdicts des urnes et les compromis politiques

Le 11 mars 2001, la liste Toeschi-Vauzelle subit un indéniable revers. Cette dernière, en effet, n'arrive qu'en troisième position avec seulement 22,9 % des votes contre 33,0 % à Hervé Schiavetti. Cette avance confortable révèle à quel point les investitures des partis politiques dont « bénéficiait » l'équipe sortante ont bien peu compté pour les électeurs. Ces derniers semblent avoir accordé bien plus de crédit aux « poignées de main » du dissident communiste qu'aux nombreux soutiens politiques dont se réclamait le candidat officiel de la gauche plurielle.

La deuxième surprise de la soirée réside dans le faible score obtenu par Jean Vernet qui, avec 22,9 %, apparaît largement en retrait par rapport aux résultats que la droite unifiée pouvait raisonnablement escompter. Dans les dix-huit bureaux du canton d'Arles-est, Jean Vernet obtient d'ailleurs 1 156 voix de moins que le total des voix recueillies par les trois candidats divers droite, FN et MNR, aux cantonales. Enfin, en obtenant 11,5 % des s.e., CPNT arrive en quatrième position et est en mesure de se maintenir au second tour.

Tableau 1. Les résultats du 1^{er} tour

	En voix	En % des s.e.
Inscrits	33 423	
Votants *	22 223	66,5
Exprimés	21 282	
S. Aubel (Les Verts)	963	4,5
C. Bouchikhi (SE)	604	2,8
B. Leclerc (Lutte ouvrière)	498	2,3
P. Toeschi (PS)	4 869	22,9
H. Schiavetti (PC)	7 031	33,0
J. Vernet (DVD)	4 871	22,9
J.-M. Scifo (CPNT)	2 446	11,5

* Calcul en % des inscrits.

La soirée réservera encore un coup de théâtre : à peine les résultats connus, Michel Vauzelle proclame publiquement son intention de se présenter au second tour en dernière position sur la liste de gauche, menée par Hervé Schiavetti. Pour sa part, Paolo Toeschi, le dauphin défait, appelle toutes les forces de la gauche à faire barrage à la droite et annonce son retrait définitif de la scène municipale. C'est donc le président de la région et député d'Arles qui, les jours suivants, mène les négociations qui aboutissent finalement à la fusion des deux listes de gauche. Une fois le compromis scellé, Michel Vauzelle se réjouit qu'Hervé Schiavetti ait « compris que la gauche plurielle à Arles répond à un équilibre entre le PC et le PS » (PQR).

La semaine est marquée par les commentaires suscités par la fusion des deux listes de gauche. Cette dernière est très souvent décrite en des termes peu flatteurs. En tout premier lieu, parce qu'elle donne l'impression que le duel du premier tour n'a fait, en définitive, qu'une seule victime : Paolo Toeschi, qui apparaît alors comme un « fusible » injustement sacrifié. Par là même, le fait que ses colistiers, pourtant également sanctionnés par les électeurs, puissent se retrouver en bonne place sur la liste constituée pour le second tour est perçu comme une manière de contourner le verdict des urnes : « Ceux qui ont cru voter "utile" au premier tour et qui aujourd'hui ont la véritable image de la politique politicienne, constateront comme nous, avec regret, les effets pernicieux de ces alliances. Les frères ennemis d'hier fraternisent aujourd'hui sans état d'âme. CPNT, fidèle à ses valeurs,

dénonce ces pratiques. Au nom de la politique, doit-on bafouer à chaque fois le choix des électeurs ? » (PE.) En outre, dans la mesure où la fusion des listes préfigure la reconduction du conseil municipal sortant, il est facile de comprendre la déception de tous ceux qui – électeurs et candidats « naïfs » du premier tour – peuvent se sentir trompés dans leur aspiration au changement : « Les arrangements politiques conclus entre les deux tours – commentent les candidats de la droite – ont montré que les objectifs de ces professionnels de la politique n'avaient qu'un seul but : "Que tout change pour que tout redevienne comme avant". » (PE.) Les plus volubiles des militants ne se privent d'ailleurs pas d'évoquer le désarroi des candidats du premier tour qui, écartés par la fusion des listes de gauche, se seraient plaints d'avoir été « limogés comme des chiens » (E). Dans le même esprit, la rapidité avec laquelle Michel Vauzelle annonça son ralliement à Hervé Schiavetti est aussi largement commentée. Certaines rumeurs – fondées ou non ? – vont jusqu'à prétendre que le président de région prit cette décision sans se donner la peine de consulter ses colistiers. Comme on pouvait s'y attendre, l'occasion est alors trop belle de blâmer, une fois de plus, l'appétit aveugle de pouvoir attribué à l'adversaire : « Michel Vauzelle – s'indigne Jean Vernet – après avoir violemment attaqué Hervé Schiavetti, le rejoint pour conserver en mairie les adjoints de Paolo Toeschi et préparer sa candidature aux prochaines législatives : il joue avec les Arlésiens ! Mais ce n'est pas nouveau. » (PE.)

Dans l'arène politique locale, rien de nouveau ?

Le soir du 18 mars, Hervé Schiavetti – désormais à la tête des listes de gauche fusionnées – l'emporte avec 52,3 % des suffrages exprimés (s.e.). Un maire communiste accède ainsi à la tête d'une commune conquise, en 1995, par le Parti socialiste. Il serait tentant alors de ne percevoir dans l'élection municipale arlésienne qu'un ensemble de péripéties affectant peu, en définitive, les perceptions politiques les mieux établies. Michel Vauzelle, par exemple, se déclare « satisfait parce qu'il y a eu un bon rassemblement des forces de gauche qui permet à cette ville [...] de rester, et c'est rare dans la région, une ville de gauche [...] Nous avons barré la route à la droite et à l'extrême droite »

(PQR). Il est vrai que plusieurs éléments attestent que la circonscription d'Arles est solidement ancrée à gauche : l'élection d'Hervé Schiavetti, bien sûr ; mais aussi le fait que Claude Vulpian – maire socialiste de Saint-Martin-de-Crau et suppléant du député d'Arles – ait été élu, dès le premier tour du 11 mars, conseiller général du canton d'Arles-est avec 53,8 % des s.e. Par ailleurs, la comparaison des résultats des seconds tours des élections de 1995 et de 2001, dans les trente-trois bureaux de vote de la ville, permet d'observer que les positions relatives des listes Schiavetti et Vernet reproduisent fidèlement celles des listes Vauzelle et Camoin de 1995. Il apparaît, en outre, que la liste CPNT – en captant des voix dans les deux « camps » – n'a altéré que légèrement ce rapport de force, au détriment surtout de la liste de droite. Ces évolutions se reflètent, bien évidemment, dans la composition du conseil municipal de la nouvelle mandature. En obtenant 8 sièges, la droite arlésienne perd, en définitive, 2 conseillers municipaux au profit des chasseurs. Dans les années à venir, le nouveau maire communiste pourra donc – exactement comme son prédécesseur – compter avec une majorité forte de 35 élus de gauche.

Tableau 2. *Les résultats du second tour*

	En voix	En % des s.e.	Élus	Évolution en voix (du 1er au 2 ^e tour)
Inscrits	33 423			
Votants *	2 3 028	68,9		+ 805
Exprimés	22 108			+ 826
H. Schiavetti (PC)	11 565	52,3	35	- 335
J. Vernet (DVD)	8 275	37,4	8	+ 3 404
J.-M. Scifo (CPNT)	2 268	10,3	2	+ 22
* Calcul en % des inscrits.				

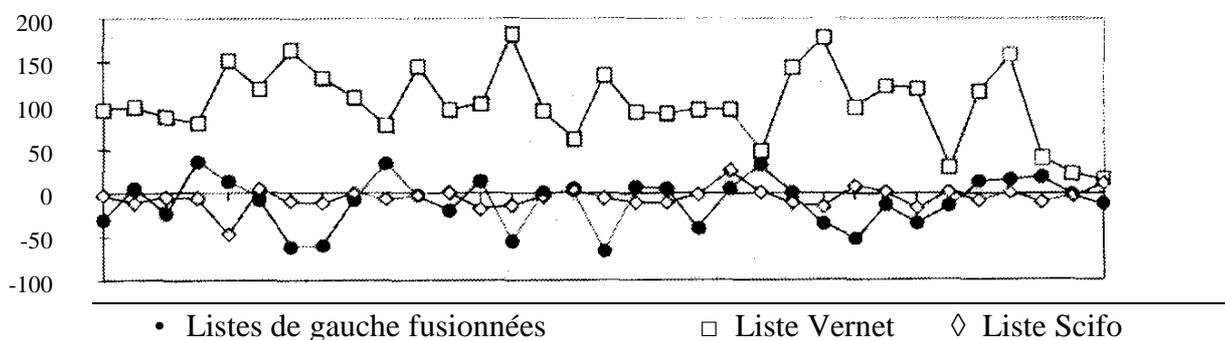
Ainsi, pour tous ceux qui ne voient dans la compétition électorale rien de plus qu'une occasion de mesurer le rapport de force entre les deux pôles qui structurent traditionnellement la vie politique française, le cas arlésien pourrait se résumer à un anecdotique remaniement au sein d'une majorité de gauche à la tête de la ville depuis 1995. Pourtant, si l'on accepte l'idée que l'élection met également au jour les attitudes des électeurs à l'égard des institutions et des acteurs politiques, c'est une autre histoire qui se dessine alors sous nos yeux. Au premier tour, la

présence de listes atypiques, la victoire d'un « dissident », l'échec d'une équipe sortante bénéficiant de nombreux appuis politiques nationaux, nous avaient conduit à parler d'une distance croissante à l'égard des appareils politiques nationaux. Le second tour, pour sa part, apporte son lot d'indices susceptibles d'étayer cette hypothèse. En tout premier lieu, les différences notables qui distinguent les scrutins de 1995 et de 2001 méritent d'être relevées. En 1995, Michel Vauzelle — tout auréolé de ses fonctions nationales — frôla l'élection dès le premier tour et l'emporta au second en obtenant plus de 56 % des s.e. Six ans plus tard, l'élection d'Hervé Schiavetti se déroule sous un jour bien différent. Avec un nombre de votants supérieur à celui du premier tour, et grâce aux réserves électorales dont elle semblait disposer (les Verts et Lutte ouvrière réunissant ensemble 6,8 % des s.e. au premier tour), la liste de la gauche plurielle aurait dû bénéficier d'une progression honorable. Or, il apparaît au contraire que le nouveau maire a perdu 335 suffrages par rapport au total des voix recueillies au premier tour par sa liste et celle de Paolo Toeschi. En outre, si le candidat CPNT progresse de seulement 22 voix, Jean Vernet, pour sa part, obtient... 3 404 suffrages supplémentaires ! Dans de nombreux bureaux, les gains de la droite entre les deux tours semblent être le pendant des pertes enregistrées par la gauche (voir graphique 1).

Graphique 1. *La Progression des listes entre les deux tours*

(en nbre de voix)

(Dans les 33 bureaux de vote de la ville)



Face à de telles données, on pourrait sans doute se contenter d'entériner la rumeur locale selon laquelle il serait d'usage, dans les rangs de la droite arlésienne, de voter communiste au premier

tour pour mieux affaiblir l'adversaire. Cette rumeur prête toutefois aux « électeurs de droite » des stratégies bien sophistiquées. Elle néglige surtout que, dans les dix-huit bureaux du canton d'Arles-est, Jean Vernet obtient, au second tour des municipales, 1 870 suffrages supplémentaires (c'est-à-dire bien plus que les 1 156 « voix de droite » qu'ils lui firent défaut au premier tour, par rapport aux résultats des cantonales du même jour). Dans ces conditions, il paraît tout aussi probant de considérer que la forte progression de la droite témoigne d'un « vote sanction » à l'égard de la fusion *in extremis* des listes de gauche. Cette lecture se trouve d'ailleurs renforcée par un autre indice, qui témoigne lui aussi du peu d'enthousiasme suscité par cette fusion : le taux d'abstention au second tour augmente de 4 points par rapport à 1995, alors même qu'il était au premier tour légèrement plus faible en 2001 que six ans auparavant¹. La forte implantation locale et son statut de « dissident » ont ainsi permis à Hervé Schiavetti d'arriver largement en tête au premier tour. Les événements de l'entre-deux-tours semblent, en revanche, avoir pesé sur son score du second tour, témoignant ainsi de la disqualification des appareils partisans, ou plus exactement, des difficultés croissantes à soumettre l'arène politique locale aux exigences de la scène politique nationale.

Christophe TRAÏNI

BIBLIOGRAPHIE

- Abélès (Marc), *Anthropologie de l'État*, Paris, Armand Colin, 1990.
- Ion (Jacques), « Engagements associatifs et espace public », *Mouvements. Crise de la politique et nouveaux militants*, 3, 1999.
- Mény (Yves), *La Corruption de la République*, Paris, Fayard, 1992. Olivier (Laurent), « La perception du cumul des mandats. Restrictions contextuelles et politiques à un apparent consensus », *Revue française de science politique*, 48 (6), 1998, p. 756-771.
- Traïni (Christophe), *Les braconniers de la politique. Les ressorts de la conversion à Chasse Pêche Nature et Traditions*, Paris, PUF, à paraître fin 2002.

.....

1. Au premier tour, le taux d'abstention est de 33,7 % en 1995 contre 33,5 % en 2001. Au deuxième tour, il est de 27,0 % en 1995 contre 31,1 % en 2001.